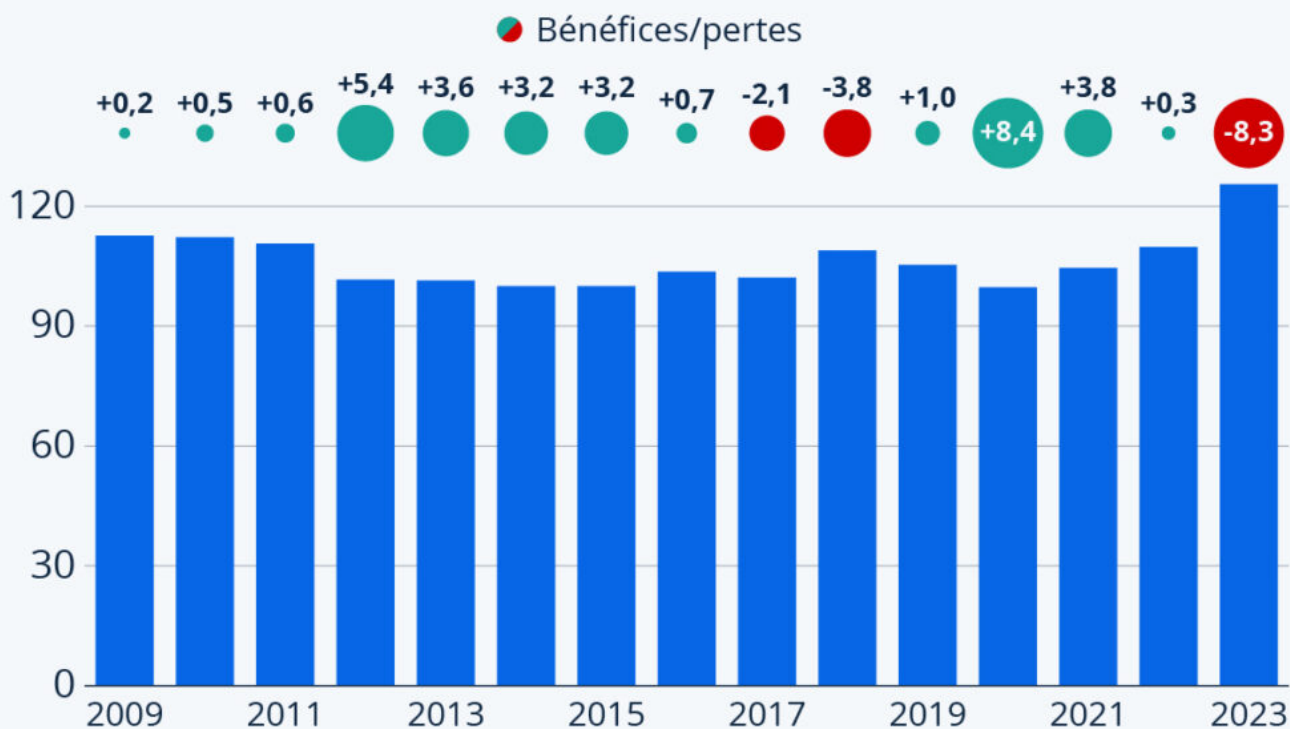


Écrit par le 25 novembre 2024

Les dépenses de l'Élysée ont fortement augmenté en 2023

Les dépenses de l'Élysée ont fortement augmenté en 2023

Dépenses totales et bénéfiques/pertes enregistrés par le palais de l'Élysée, en millions d'euros



Source : Cour des comptes



statista

Écrit par le 25 novembre 2024

Plus de cinquante jours après le second tour des élections législatives anticipées, déclenchées par la dissolution de l'[Assemblée nationale](#) par le Président de la République, la France a de nouveau un Premier ministre. Après avoir écarté la candidature de Lucie Castets proposée par le NFP, Emmanuel Macron a finalement choisi Michel Barnier ce jeudi 5 septembre.

Mais le choix d'un Premier ministre n'était pas la seule pression qui pesait sur le chef de l'État. La Cour des comptes a en effet appelé la présidence de la République à la « vigilance » fin juillet, après la publication de son dernier audit. L'institution épingle la gestion du palais de l'Élysée en 2023, et appelle à des efforts « significatifs ». En cause : un montant record de charges — 125,5 millions d'euros — qui a créé un déficit sans précédent de 8,3 millions d'euros. Les dépenses de déplacements et de réception ont à elles seules atteint 21 millions d'euros sur l'année (elles étaient de 13,3 millions l'année précédente).

Comme le montre notre infographie, basée sur les [rapports](#) annuels de la Cour des comptes, les dépenses de la présidence de la République n'avaient pas dépassé 112,6 millions d'euros depuis 2009, sous Nicolas Sarkozy. Si les coûts lors de la présidence de ce dernier étaient légèrement plus élevés que sous son successeur, François Hollande, les finances de l'Élysée étaient restées à l'équilibre. Depuis 2009, elles n'ont été en déficit que trois fois : en 2017, 2018 et 2023.

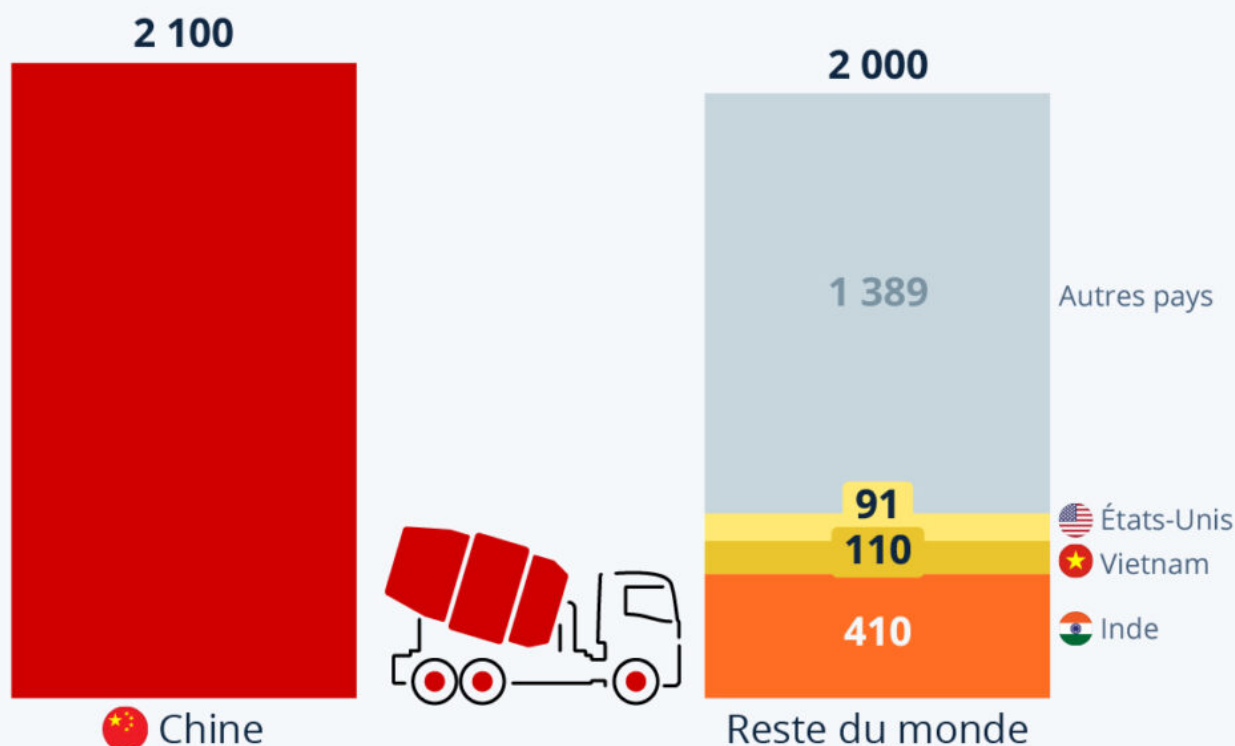
De Valentine Fourreau pour Statista

La Chine produit plus de ciment que le reste du monde

Écrit par le 25 novembre 2024

La Chine produit plus de ciment que le reste du monde

Estimation de la production de ciment par pays en 2023, en millions de tonnes



Source : Institut d'études géologiques des États-Unis (USGS)



statista

Entre 2011 et 2013, la Chine aurait consommé plus de béton que les États-Unis pendant tout le XXe siècle. Le pays asiatique aurait en effet consommé 6,6 milliards de tonnes de béton sur cette période. Par comparaison, on estime que les États-Unis ont utilisé 4,5 milliards de tonnes de béton au XXe siècle. Le célèbre barrage des Trois-Gorges, plus grande centrale hydroélectrique au monde, situé sur le Yanzi Jiang au centre de la Chine et terminé en 2012, a nécessité à lui seul 16 millions de tonnes de ciment.

Écrit par le 25 novembre 2024

Comme le montre notre infographie, la Chine reste de loin le plus grand producteur de ciment au monde. En 2023, les cimenteries chinoises ont produit 2,1 milliards de tonnes de ciment, et le reste du monde 2 milliard de tonnes. L'Inde, deuxième plus grand producteur mondial, a produit 410 millions de tonnes, loin devant le Vietnam et les États-Unis, dont la production s'est élevée à 110 et 90 millions de tonnes respectivement.

De Valentine Fourreau pour Statista

Combien coûte la rentrée scolaire en France ?



Ecrit par le 25 novembre 2024

Les dépenses de rentrée scolaire constituent une part importante du budget des familles. Selon l'enquête annuelle de la [Confédération Syndicale des Familles](#) (CSF), à laquelle 341 familles ont participé en 2024, 15% déclarent que ces dépenses constituent une difficulté, et le taux grimpe à 40% pour les familles monoparentales, particulièrement fragiles financièrement.



Selon la CSF, le coût global de la rentrée scolaire en France a diminué de 6,8% cette année, mais cette baisse ne compense pas les hausses des années précédentes (4,3% en 2022 et 11,3% en 2023). De manière générale, les dépenses de rentrée scolaire restent importantes : 236€ en moyenne par élève à l'école primaire, 324€ au collège et 398€ au lycée.

La CSF note que l'allocation de rentrée scolaire (ARS), versée sous conditions de ressources aux familles, ne couvre pas les dépenses liées à la scolarité tout au long de l'année, en particulier au collège et au lycée, où environ les trois quarts de son montant sont dépensés dès la rentrée.

Ecrit par le 25 novembre 2024

La lourde ardoise de la rentrée scolaire

Coût de la rentrée scolaire par niveau et montant de l'allocation de rentrée scolaire pour 2024-2025

	Coût moyen de la rentrée scolaire*		Montant de l'ARS**
Primaire 	236 €	6 à 10 ans	416,40 €
Collège 	324 €	11 à 14 ans	439,38 €
Lycée 	398 €	15 à 18 ans	545,60 €

* Hors dépenses supplémentaires tout au long de l'année.

** L'allocation de rentrée scolaire est versée sous conditions de ressources.

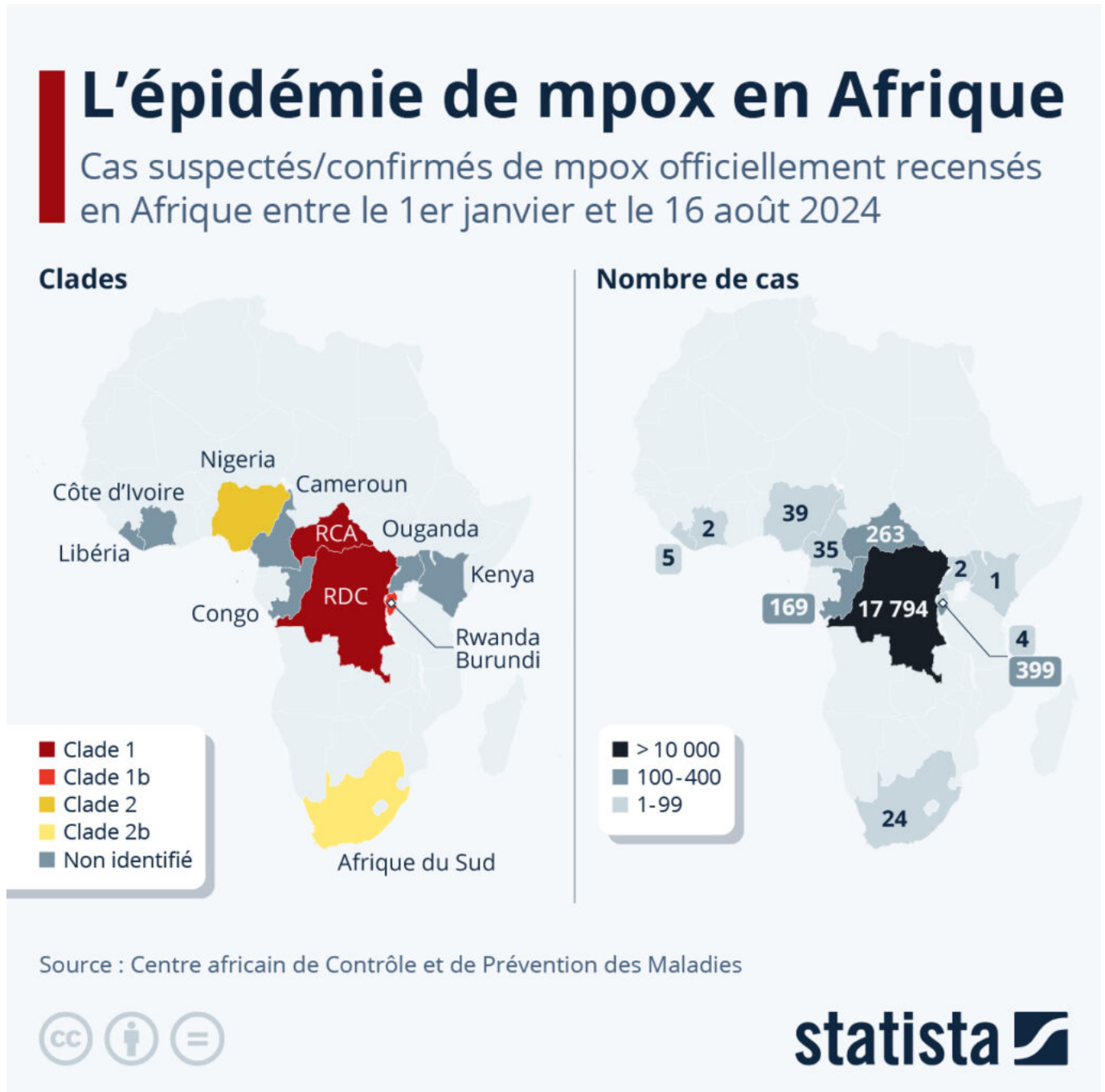
Sources : Confédération Syndicale des Familles, ministère de l'Éducation nationale




De Tristan Gaudiaut pour Statista

Ecrit par le 25 novembre 2024

L'épidémie de mpox en Afrique



L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré, le 14 août, une urgence de santé publique de

Écrit par le 25 novembre 2024

portée internationale face à la recrudescence des cas de mpox, aussi connue sous le nom de variole du singe, particulièrement sur le continent africain. En cause, une nouvelle souche, le clade 1, plus transmissible et plus dangereuse que la souche à l'origine de l'épidémie de 2022 (le clade 2, toujours présent dans plusieurs régions du monde). Ce clade présente également des symptômes différents, puisqu'il fait apparaître des éruptions cutanées sur tout le corps, alors que les lésions causées par les autres souches du virus sont généralement localisées sur le visage, autour de la bouche ou sur les parties génitales.

Si un cas d'infection (par le clade 1) a d'ores et déjà été recensé en Suède la semaine dernière, et que l'OMS a indiqué s'attendre à plus de cas sur le sol européen dans les semaines à venir, l'épidémie est pour l'instant principalement concentrée en Afrique. Comme le détaille notre infographie, basée sur les [données](#) du Centre africain de Contrôle et de Prévention des Maladies, la République Démocratique du Congo compte actuellement de loin le plus grand nombre de cas suspectés ou confirmés du continent : près de 18 000 cas y ont été recensés entre le 1^{er} janvier et le 16 août, et 535 personnes ont perdu la vie sur la même période. Quatre clades du virus ont à cette heure été identifiés en Afrique.

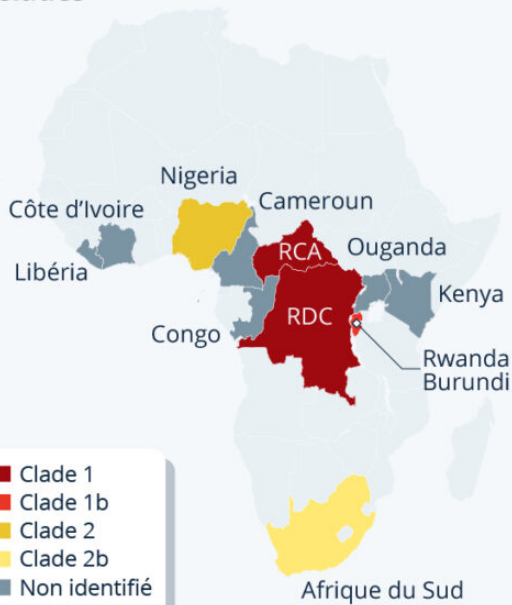
Le mardi 20 août, le Premier ministre démissionnaire Gabriel Attal a indiqué que 232 sites de vaccination sont ouverts sur l'ensemble du territoire français afin de faire face à de possibles cas dans le pays. Il a également annoncé que la France ferait don de 100 000 doses de vaccin aux pays les plus affectés par le virus.

Écrit par le 25 novembre 2024

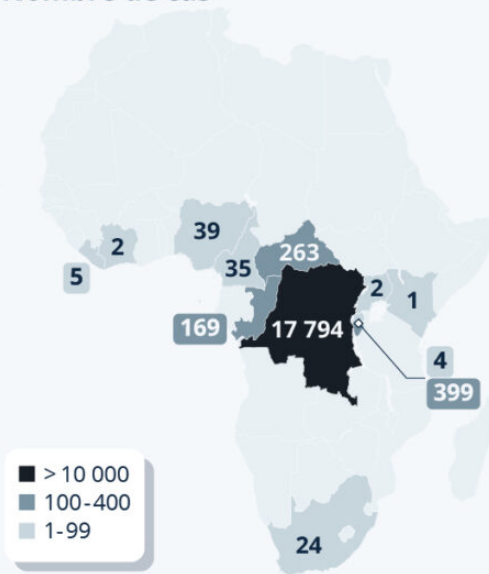
L'épidémie de mpox en Afrique

Cas suspectés/confirmés de mpox officiellement recensés en Afrique entre le 1er janvier et le 16 août 2024

Clades



Nombre de cas



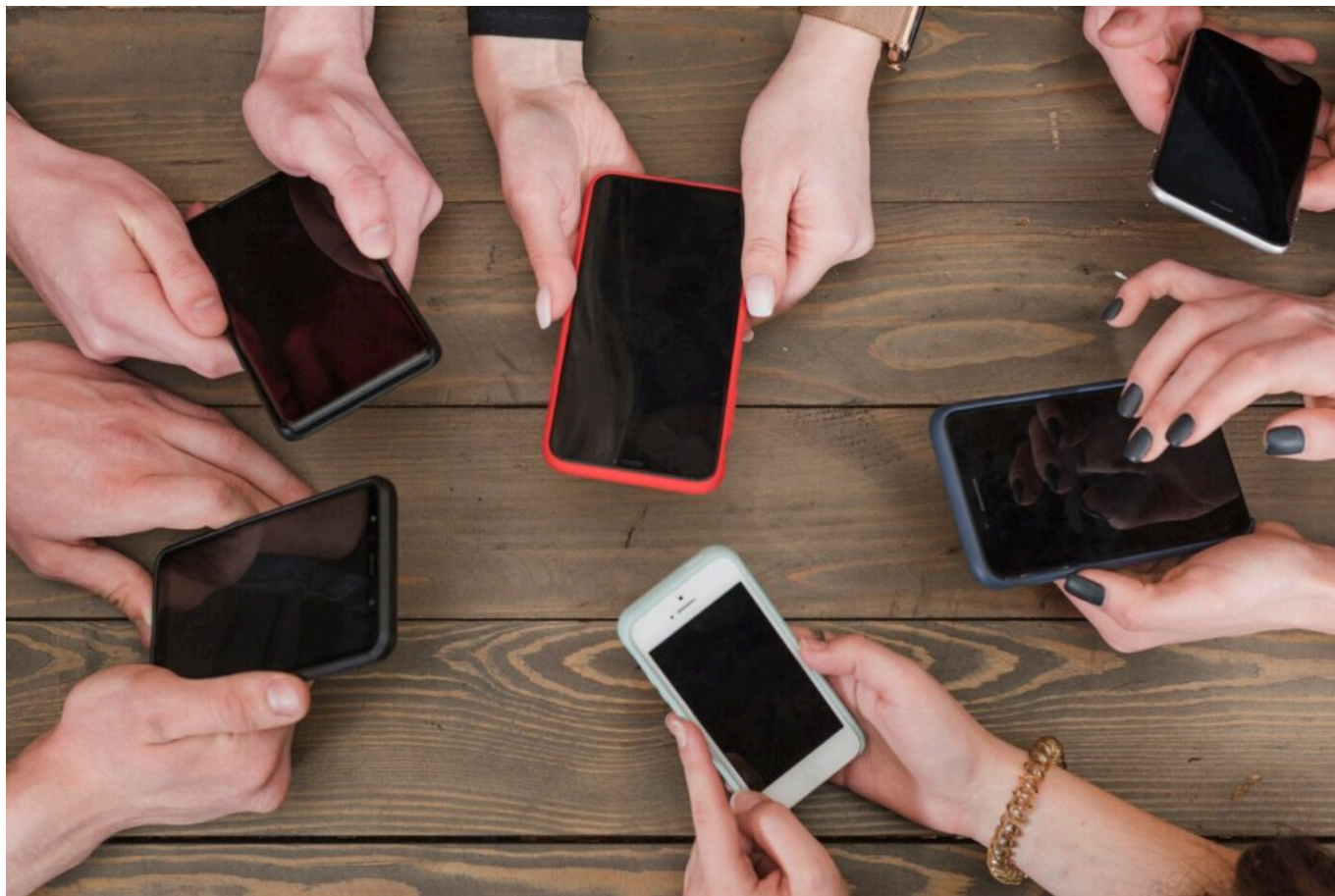
Source : Centre africain de Contrôle et de Prévention des Maladies



statista

L'empreinte carbone des appareils électroniques au cours de leur cycle de vie

Ecrit par le 25 novembre 2024



À l'échelle mondiale, l'industrie numérique est en plein essor. Et cette croissance [pèse de plus en plus lourd sur l'environnement](#). Comme le rapporte la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (UNCTAD) dans sa dernière [étude annuelle](#) sur l'économie numérique, les ventes de smartphones ont plus que doublé dans le monde depuis 2010, pour atteindre 1,2 milliard d'unités en 2023. Et selon les prévisions pour les années à venir, le nombre total d'appareils connectés à Internet devrait plus que doubler entre 2023 et 2029, pour atteindre près de 40 milliards à la fin de la décennie.

L'écosystème numérique est gourmand en ressources, notamment en [métaux rares](#), et il émet également une quantité considérable de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère. Avec la croissance de la demande mondiale en matière de transfert de données, de traitement et de stockage pour les nouvelles technologies telles que la blockchain, l'[intelligence artificielle](#), la 5G ou encore l'Internet des objets, les émissions liées aux activités numériques sont amenées à exploser. En 2020, le secteur des technologies de l'information et de la communication émettait déjà entre 0,7 et 1,6 gigatonne d'équivalents CO2 par an, soit entre 1,5 % et 3,2 % du total des émissions mondiales, selon les estimations publiées par l'UNCTAD.

Comme le détaille une analyse basée sur des moyennes mondiales, si l'on regarde l'empreinte carbone des principaux appareils électroniques équipant les foyers sur l'ensemble de leur cycle de vie, les

Ecrit par le 25 novembre 2024

ordinateurs de bureau sont les plus mauvais élèves. Avec 948 kg d'équivalent CO2 produits par appareil, de leur fabrication à la fin de leur utilisation, ils se classent juste devant les téléviseurs (897 kg d'équivalent CO2). Toutefois, la majorité des émissions de ces deux types d'appareils survient lors de la phase d'utilisation : 57 % pour les PC de bureau et 66 % pour les téléviseurs. Cela signifie en théorie que leur empreinte carbone peut être réduite de plus de moitié s'ils sont utilisés dans des régions où l'électricité du réseau est entièrement décarbonée, c'est-à-dire produite uniquement à partir d'[énergie primaire non-fossile](#).

À l'inverse, la phase de fabrication est la plus impactante pour les appareils à batterie ayant un cycle de vie plus court, comme le met en avant notre infographie. Pour les smartphones par exemple, dont la durée de vie est en moyenne deux fois moins élevée qu'une télé ou un ordinateur de bureau, les étapes de production représentent plus de 80 % des émissions de GES attribuées (sur un total de près de 60 kg d'équivalent CO2 en moyenne). Si l'on tient également compte du fait qu'il y a beaucoup plus de téléphones mobiles que d'ordinateurs en service dans le monde, les émissions liées à ces équipements prennent encore davantage de poids. En France par exemple, on dénombre actuellement environ deux [smartphones](#) en moyenne par foyer, contre un peu moins d'un PC de bureau.

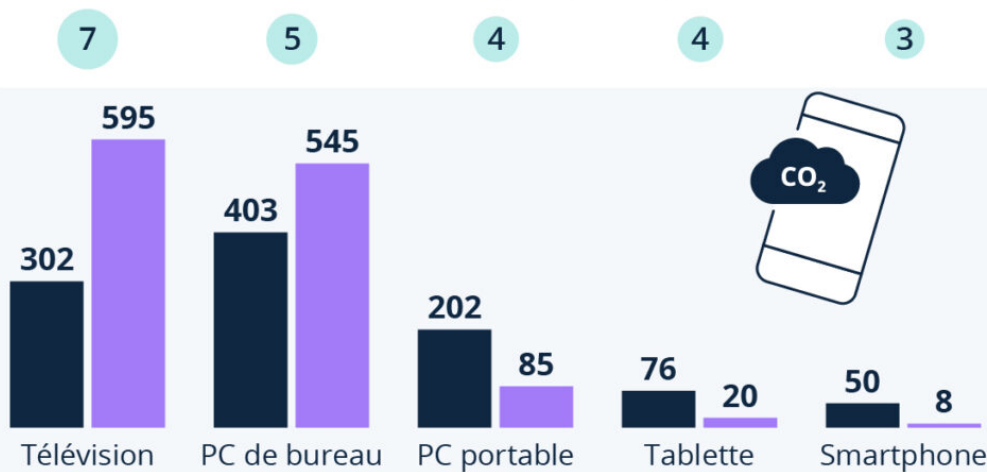
Écrit par le 25 novembre 2024

L'empreinte carbone des appareils électroniques

Émissions de gaz à effet de serre des appareils suivants sur l'ensemble du cycle de vie (en kg d'équivalent CO₂)*

■ Phase de fabrication ■ Phase d'utilisation

Durée de vie moyenne (années)



* Moyennes mondiales en 2020

Source : Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (UNCTAD)



statista

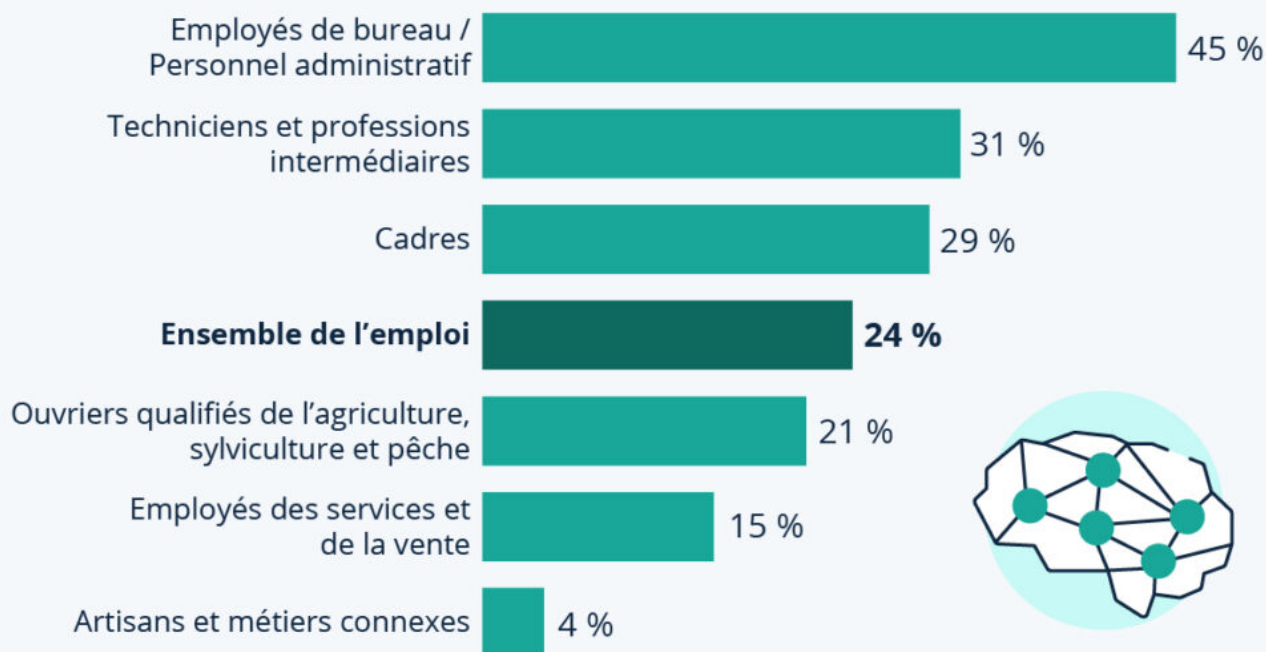
De Tristan Gaudiaut pour Statista

Un quart de l'emploi pourrait être automatisé par l'IA

Écrit par le 25 novembre 2024

Un quart de l'emploi pourrait être automatisé par l'IA

Estimation de la part de l'emploi exposée à l'automatisation par l'IA dans la zone euro, selon la catégorie professionnelle



Source : Goldman Sachs Global Investment Research



statista

Le marché du travail est sur le point de subir des transformations significatives dans les années à venir, en lien notamment avec les progrès de l'IA générative et de l'automatisation. D'après les estimations d'EY, sur un total de 673 millions d'emplois examinés à l'échelle mondiale, cette transition technologique pourrait créer 69 millions d'emplois et en faire disparaître 83 millions d'autres au cours des cinq prochaines années.

Écrit par le 25 novembre 2024

L'automatisation par l'IA est susceptible de révolutionner de nombreux secteurs. Selon un [rapport récent](#) de la division Global Investment Research de Goldman Sachs, les [emplois de bureau](#) et les tâches administratives sont les plus susceptibles d'être automatisés, puisque 45 % de l'emploi dans ce secteur serait concerné dans la zone euro. Les professions intermédiaires et de cadres sont également amenés à connaître des changements importants, avec autour de 30 % de l'emploi exposé à l'automatisation. En revanche, les métiers des services, de la vente et de l'artisanat présentent des possibilités d'automatisation moindres (4 % à 15 % de l'emploi seulement).

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Quels pays prévoient d'interdire les voitures à essence ?

Ecrit par le 25 novembre 2024



À l'heure actuelle, 60 pays et territoires dans le monde ont fixé des objectifs, signé des engagements ou annoncé des plans pour éliminer progressivement les voitures à essence et à diesel à partir d'une certaine date — une mesure que les climatologues qualifient d'absolument nécessaire pour pouvoir atteindre des émissions nettes de carbone nulles. La Norvège, pionnière en matière de mobilité électrique, sera la première à entamer ce mouvement : environ 80 % des nouvelles voitures vendues dans le pays sont d'ores et déjà électriques, et les ventes de voitures thermiques neuves devraient s'y arrêter l'année prochaine. Comme le souligne le groupe américain de défense de l'environnement Coltura, d'autres pays comme le Viêt Nam et l'Indonésie ont récemment annoncé des mesures similaires qui devraient entrer en vigueur en 2050.

Actuellement, c'est l'Europe qui compte le plus grand nombre de futures interdictions, puisque l'Union européenne a approuvé début 2023 une loi qui interdira la vente de voitures à moteur à essence dans ses États membres à partir de 2035. Plusieurs pays de l'Union européenne avaient alors déjà adopté l'élimination progressive des voitures à essence et fixé des délais encore plus serrés. Les Pays-Bas, la région flamande de Belgique, la Suède, la Grèce et la Slovénie envisagent tous de mettre fin à la vente de voitures à essence entre 2029 et 2031.

À l'instar de la situation dans l'UE, l'élimination progressive des voitures à essence a suscité des

Ecrit par le 25 novembre 2024

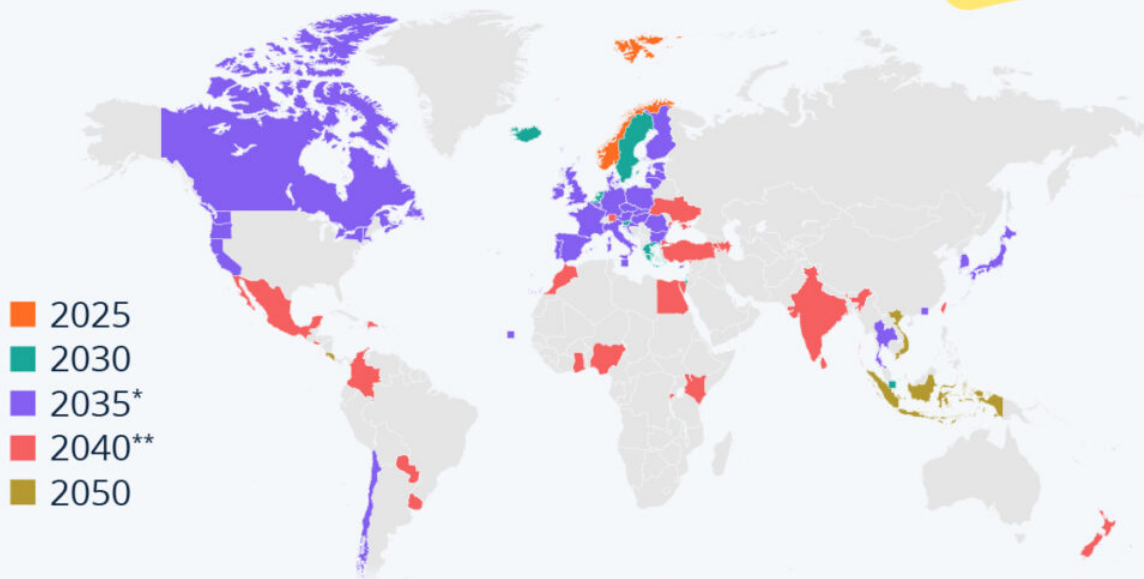
désaccords entre les États américains lorsque la Californie a fixé, en 2022, la date d'élimination progressive des nouvelles ventes de ces véhicules, également pour 2035. Alors que 17 États avaient précédemment lié leurs normes automobiles à celles de la Californie dans le cadre de la loi fédérale sur la qualité de l'air, seuls Washington, l'Oregon, le Massachusetts, New York et le Vermont ont suivi la décision de la Californie, tandis que le Connecticut et le Delaware s'en sont retirés à la dernière minute. Alors que les véhicules hybrides devaient également être progressivement éliminés, certains véhicules hybrides avancés dotés d'une batterie de grande capacité seront désormais autorisés dans les États dans lesquels l'interdiction va être mise en place. Au Canada, en Slovénie, à Singapour et au Japon, les véhicules hybrides devraient aussi être amenés à disparaître du marché avec les voitures à essence.

Le Sri Lanka s'est fixé les objectifs les plus ambitieux au monde : le pays ne se contente pas de supprimer progressivement les ventes de nouvelles voitures à essence, mais prévoit également d'interdire totalement les voitures, les tuk-tuks et les motos à moteur à combustion d'ici à 2040. Récemment, le pays a déjà attiré l'attention de la communauté internationale pour avoir adopté d'autres législations radicales dont la mise en œuvre s'est avérée problématique. Pour certains petits pays qui ne disposent pas de leurs propres constructeurs automobiles ou de leurs filiales, l'élimination progressive des voitures à essence peut s'avérer être plus facile à mettre en œuvre : le Cap-Vert, qui a signé avec plusieurs autres nations du monde la déclaration de la COP26 visant à interdire la vente de nouvelles voitures à moteur à combustion d'ici à 2040, s'est fixé en interne l'objectif de réaliser cet exploit encore plus tôt, d'ici à 2035, car pour ce faire, il lui suffit d'interdire l'importation de voitures à essence.

Écrit par le 25 novembre 2024

Quels pays prévoient d'interdire les voitures à essence ?

Objectifs officiels de fin des ventes de véhicules essence et diesel neufs, par pays



La Slovénie, le Japon, le Canada, Singapour et certains États américains continueront d'autoriser la vente de véhicules hybrides. Sri Lanka : interdiction de circuler.

* inclut l'interdiction à l'échelle de l'UE.

** inclut les signataires des engagements 2.A et 2.B de la COP26.

Sources : A2Z Coalition, Coltura, ICCT, recherches Statista



statista

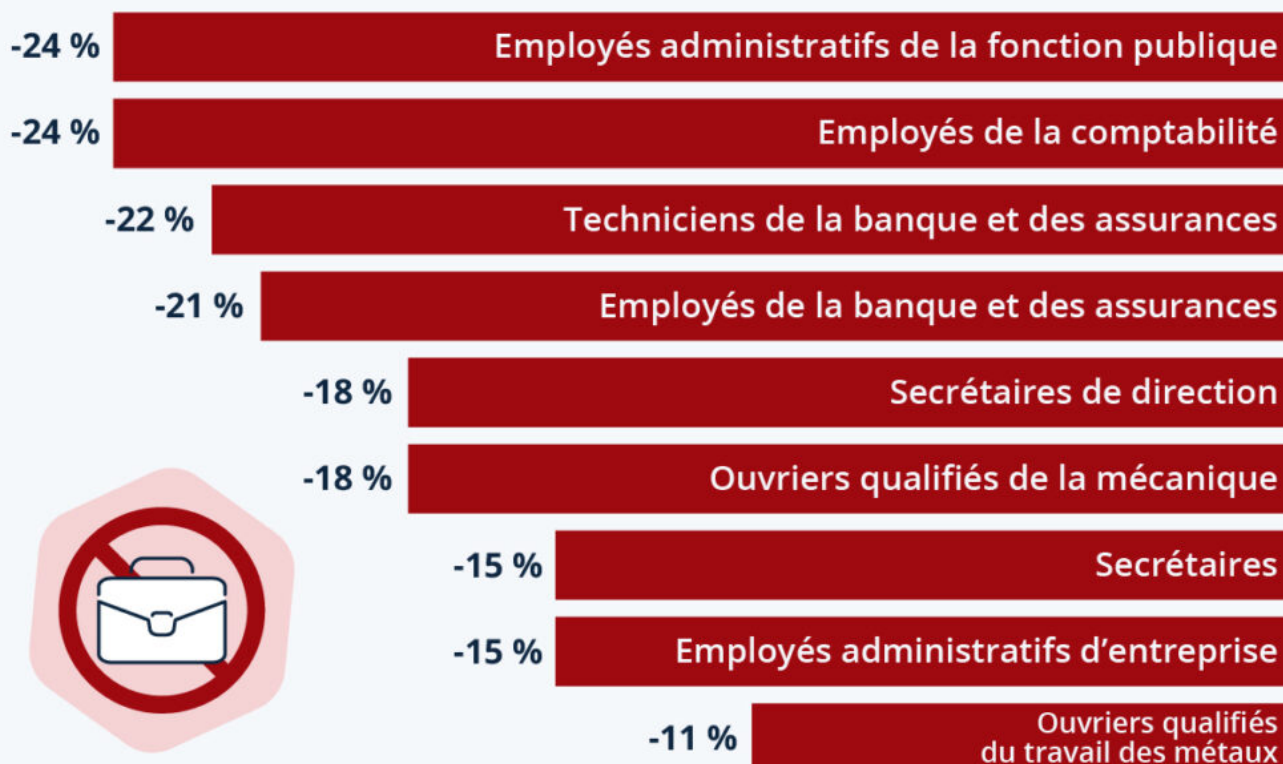
De Valentine Fourreau pour Statista

Écrit par le 25 novembre 2024

Quels métiers devraient le plus décliner d'ici 2030 ?

Les métiers en déclin

Professions avec les projections de diminution de postes les plus élevées entre 2019 et 2030 (France métropolitaine)



En nombre absolu, les projections de déclin de postes varient de plus de 10 000 pour les ouvriers du travail des métaux à plus de 150 000 pour les employés administratifs de la fonction publique.

Source : Dares



statista 

Écrit par le 25 novembre 2024

Avec le développement de l'intelligence artificielle et de la robotique, il est estimé qu'environ un quart des emplois sont exposés à l'automatisation dans les années à venir. Si certains métiers sont progressivement amenés à disparaître, de nouveaux emplois dotés de compétences et d'aptitudes différentes vont en parallèle se développer ou émerger.

L'infographie ci-dessous, basée sur les données du rapport « [Les métiers en 2030](#) » publié par la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares), donne un aperçu des professions qui devraient connaître les plus fortes diminutions d'effectifs en France métropolitaine d'ici la fin de la décennie en cours.

D'après les projections de la Dares, les prochaines années devraient être marquées par la poursuite du déclin des emplois administratifs de la fonction publique et des entreprises, des emplois de secrétaires, ainsi que ceux d'employés de la comptabilité, des banques et des assurances. Le nombre de postes dans ces familles professionnelles pourrait ainsi décliner de 15 % à 24 % en France entre 2019 et 2030. En chiffres absolus, cela signifie qu'il y aurait environ 160 000 employés administratifs de la fonction publique, 80 000 secrétaires (dont secrétaires de direction) et près de 50 000 employés de banque/assurances en moins sur la période étudiée.

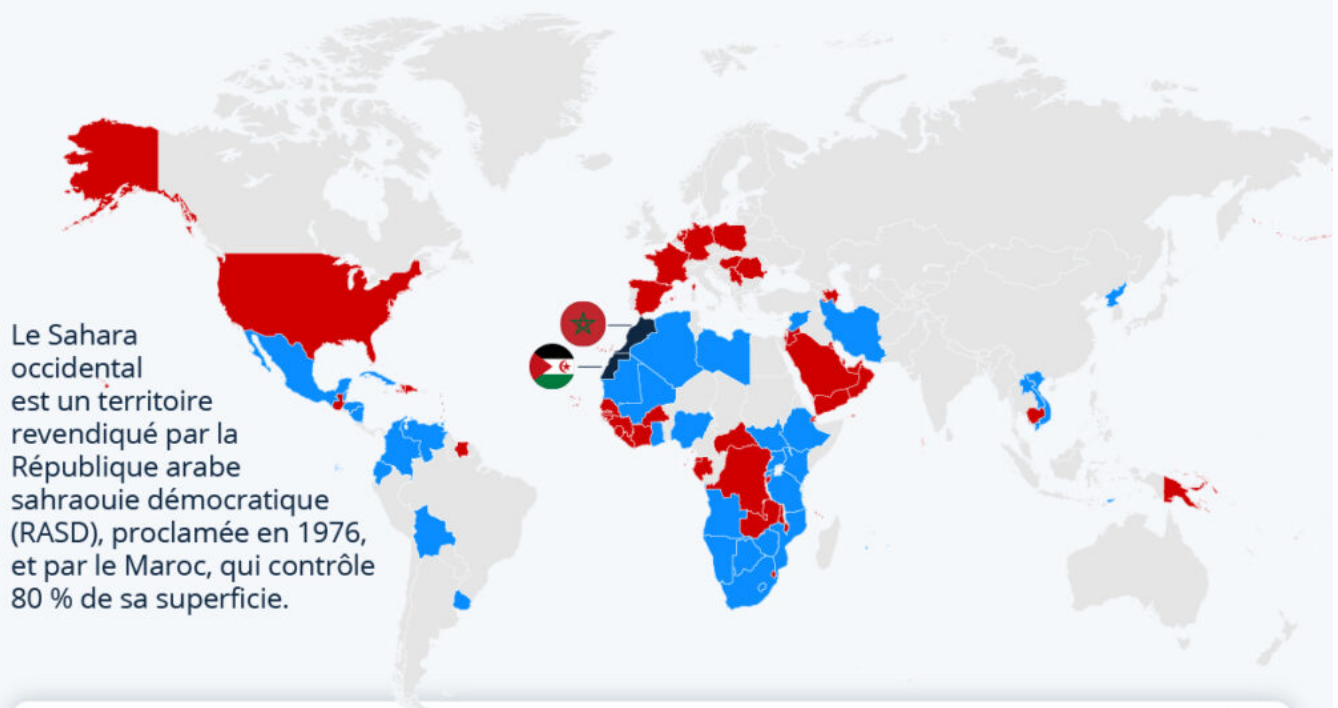
Outre les employés de bureau et le personnel administratif, les ouvriers qualifiés de la mécanique et les ouvriers du travail des métaux sont également concernés par un déclin important, avec une réduction attendue de 18 % (plus de 20 000 postes) et 11 % (plus de 10 000 postes) de leurs effectifs respectifs en France métropolitaine de 2019 à 2030.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Quels États soutiennent la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental ?

Écrit par le 25 novembre 2024

Tour d'horizon des positions sur le Sahara occidental



Pays soutenant la proposition d'autonomie du Maroc (souveraineté du pays sur le Sahara occidental)



Pays entretenant des relations diplomatiques avec la RASD ou qui la reconnaissent



Autre position/ neutre ou position inconnue

En date du 31 juillet 2024

Source : recherches Statista



statista

La France a officiellement changé de position sur le dossier du Sahara occidental. Dans une lettre adressée au roi du Maroc, Mohamed VI, Emmanuel Macron a affirmé que le plan d'autonomie marocain pour ce territoire, toujours [considéré comme non autonome par les Nations unies](#), était « la seule base pour aboutir à une solution politique juste, durable et négociée ». Il a également ajouté que « le présent et l'avenir du Sahara occidental [s'inscrivaient] dans le cadre de la souveraineté marocaine », sans pour

Écrit par le 25 novembre 2024

autant aller jusqu'à reconnaître officiellement la souveraineté territoriale du Maroc à ce jour.

Ce tournant diplomatique va sans aucun doute compliquer le rapprochement entamé il y a deux ans entre la France et l'Algérie, le Sahara occidental étant au cœur des tensions entre le Maroc et l'Algérie - qui soutient les indépendantistes de la République arabe sahraouie démocratique (RASD). Le lendemain de la parution de l'information sur ce changement de position, le 30 juillet, Alger a annoncé le « retrait avec effet immédiat » de son ambassadeur à Paris.

Comme le détaille notre carte, avant la France, d'autres pays européens ont suivi la même voie sur ce dossier, comme les Pays-Bas et l'Espagne, qui avaient apporté leur soutien officiel à Rabat il y a deux ans, ou plus récemment l'Allemagne. En juin dernier, la ministre allemande des Affaires étrangères, Annalena Baerbock, avait déclaré que son pays considérait le plan d'autonomie marocain comme « une bonne base et un très bon fondement pour le règlement définitif » du conflit autour du Sahara occidental.

L'analyse des positions internationales montre que le Maroc dispose actuellement d'une longueur d'avance dans cette bataille diplomatique, les États qui soutiennent son plan d'autonomie étant plus nombreux et plus influents sur la scène internationale que ceux qui maintiennent des relations avec la République sahraouie ou la reconnaissent.

De Tristan Gaudiaut pour Statista